

Brèves économiques pour le Mexique, l'Amérique centrale et les Caraïbes du 18 au 24 juillet 2019

Mexique

2017 – PIB : 1149 Mds USD | Pop : 129 M hbts

Relation Mexique / Etats-Unis

Selon Marcelo Ebrard, **Ministre des Affaires Etrangères**, les flux migratoires des personnes arrivant aux États-Unis en passant par le Mexique ont été réduits de **36,2%** depuis la signature d'un accord sur la migration entre les deux pays le **7 juin**. Pour rappel, cet accord avait été signé notamment suite aux menaces étasuniennes de mise en place de droits de douane sur tous les produits mexicains importés.

En visite à Mexico, **11 sénateurs américains (10 démocrates et un républicain)** ont proposés des modifications du traité USMCA (ce qui signifierait une réouverture partielle du traité) lors d'une réunion avec AMLO et des responsables mexicains. Jesus Seade, le négociateur mexicain pour le traité USMCA a indiqué que le Mexique n'était pas favorable à une modification du texte, ou en tout cas pas à une réouverture du traité. Quatre parties du traité retiennent l'attention de la délégation américaine : les normes sur travail, les normes environnementales, l'accès aux soins à des prix raisonnables, et les mécanismes de contrôle du respect de l'accord. Seade estime que l'accord sera probablement ratifié par les États-Unis en octobre, à l'issue de la session parlementaire de septembre.

L'essence provenant des États-Unis a représenté **66,8% du total des carburants importés au mois de juin, soit 10 points de moins par rapport à juin 2018, où ces achats représentaient 76,8% du total**. Sur le mois, Pemex a importé en moyenne 520 000 barils d'essence par jour, dont 348 000 des États-Unis.

Economie

Le FMI baisse ses pronostics de croissance pour 2019 de **1,6% à 0,9%**. Il s'agit de la cinquième baisse au cours des 12 derniers mois. L'institution laisse cependant ses pronostics pour 2020 inchangés par rapport à avril dernier, à 1,9%. Dans son rapport de mise à jour sur les *Perspectives de l'économie mondiale* publié en juillet, le FMI attribue son ajustement à la baisse de la croissance estimée de l'économie mexicaine, à la faiblesse des investissements, à la baisse de confiance et au risque d'augmentation des coûts de la dette résultant de la réduction de la notation souveraine.

L'inflation continue son ralentissement sur la **1^{ère} quinzaine de juillet, et atteint 3,84 % g.a, son niveau le plus faible depuis 2 ans et demi**. Elle atteignait 3,89 % sur la deuxième quinzaine de juin. L'inflation sous-jacente s'est élevée à 3,81 % g.a, en baisse par rapport à la quinzaine précédente (3,83 % g.a.). L'inflation non sous-jacente a atteint 3,92 % g.a, alors qu'elle se situait à 4,04 % g.a, à 3,92 % g.a. fin juin. Citibanamex a abaissé son pronostic pour l'inflation en 2019, à 3,6 % g.a. (3,8 % précédemment). La composante sous-jacente (excluant les biens et services soumis à des variations de prix exogènes) connaît une légère décélération en juillet. Certains économistes estiment que la résistance de cette composante reste forte, fragilisant la tendance à la baisse de l'inflation. Les prévisions de croissance à la baisse font diminuer les pressions inflationnistes.

Citibanamex anticipe un abaissement du taux directeur de la Banque centrale (Banxico) en septembre. Un abaissement surprise des taux aux États-Unis par la Fed pourrait toutefois inciter Banxico à abaisser son taux directeur en août, selon la banque. Elle prévoit également 3 baisses de taux par Banxico en 2020.

Citibanamex estime désormais la croissance économique mexicaine en 2019 à **0,2 % (vs. 0,9 % précédemment)**, soit une forte baisse du pronostic et une quasi-stagnation de l'économie sur l'année. La banque pronostique une croissance à 1,2 % pour 2020 (vs. 1,5 % précédemment). Le rebond que Citibanamex espérait en 2^{nde} partie du T2 n'ayant pas eu lieu, elle prévoit -0,1 % g.a. sur le trimestre, soit une récession technique (-0,2 % g.a. au T1) : elle la lie essentiellement à des facteurs internes, indiquant qu'il s'agirait de la 1^{ère} récession en 25 ans à ne pas être liée à un choc externe ou à une crise financière. Selon eux, la croissance sur l'année est due presque uniquement à l'activité du secteur externe (+4,8 % g.a. des exportations). La consommation privée est estimée à +1,2 % g.a. (+1,7 % g.a. précédemment), tandis que l'investissement fixe (-1,6 % g.a.) et la dépense publique (-0,4 % g.a.) se contractent, affectant la croissance.

L'institut mexicain des cadres financiers (IMEF) réduit ses prévisions de croissance pour le Mexique de **1,2% à 0,9% pour 2019 et de 1,7% à 1,5% pour 2020**.

Suite à la baisse de ses prévisions, le président Andrés Manuel López Obrador a déclaré qu'il ne faisait pas confiance à des organisations telles que le FMI et a déclaré qu'il maintenait sa prévision d'une croissance de 2%

cette année. En outre, il a estimé que des organisations telles que le FMI devraient présenter des excuses au pays pour avoir encouragé des réformes structurelles d'inspiration libérale.

Au niveau national, 290 000 emplois formels ont été créés selon le Ministère du travail, soit 39% de moins que sur le premier semestre de l'année 2018. Le sud-est du pays est le plus touché, structurellement plus fragile et ne bénéficiant pas encore des plans d'infrastructures et sociaux lancés par le gouvernement comme le « Train Maya » ou le « Corredor Transistmico » (ensemble d'infrastructures industrielles et d'équipements de transport visant à mieux connecter les océans Pacifique et Atlantique). Plus précisément, alors que les Etats de Nayarit, Querétaro, Sonora, Campeche, Yucatan, Tlaxcala, Tabasco ont créé plus d'emplois formels qu'en 2018, les Etats de Sinaloa, Veracruz, Oaxaca, Chiapas, Morelis, Guerrero et Michoacan qui représentent 14,8% du PIB ont quant à eux perdu des travailleurs.

Les fonds de pension mexicains se tournent vers la dette souveraine dans leurs investissements. Celle-ci représente 58% des 192 Mds USD de ressources investies en juin 2019 par les fonds de pensions soit une augmentation de 5,3% g.a. A l'inverse, les montants investis dans le marché boursier domestique ont diminué de 0,8% g.a pour s'établir à 5,9% du montant total investi en juin 2019. Cette tendance est principalement due à « des taux d'intérêts des obligations gouvernementales très élevés, qui encourage les fonds de pensions à délaisser le marché à taux variable » d'après le directeur de la Fondation d'Etudes Financière.

Le montant des investissements boursiers étrangers dans des instruments financiers à taux variable s'est établi à 7,9 M USD au mois de juin 2019, un montant très nettement inférieur aux 1,02 Mds d'USD investis en février 2019. Sur les six premiers mois de l'année 2019, les investissements boursiers étrangers dans instruments financiers à taux variable s'élèvent à 2,6 Mds USD soit une baisse de 0,60% par rapport aux six premiers mois de 2018.

La Banque interaméricaine de développement (BID) avertit que la réduction mal planifiée des dépenses publiques, et notamment des baisses importantes de l'investissement public, compromet les perspectives de croissance et provoque des tensions sociales généralisées. Au lieu de réduire les dépenses dans tous les domaines, l'agence estime qu'il est préférable de diviser le budget par secteur, d'identifier les inefficiences et de modifier les dépenses si elles sont injustifiées.

Le secteur de la construction a connu en mai une baisse de 10% de son activité en glissement annuel, sa plus grande baisse depuis que les données sont disponibles (2006). Le secteur public est le principal responsable de cette chute (-24% g.a). Le montant total des chantiers publics ferroviaires et de transports urbains ont par exemple, diminué de respectivement 78% et 62% sur cette période. Le retard pris dans des projets emblématiques (raffinerie de Dos Bocas, le train Maya ou l'aéroport international de Mexico) a été préjudiciable tant sur le plan financier que sur la confiance des investisseurs. En conséquence, le nombre de travailleurs du secteur a baissé de 3,9% sur les cinq premiers mois de l'année et les salaires ont subi une baisse de 0,5%. Seul le secteur pétrolier tire son épingle du jeu en présentant une hausse des constructions de 37%.

Le prix du baril de pétrole mexicain (Mezcla Mexicana) a connu une forte baisse de 9,16% sur la période du 10 au 18 juillet 2019, notamment marquée par l'augmentation de production de brut par les Etats-Unis dans le golfe du Mexique.

Cela fait 21 mois qu'il n'y a pas eu d'IPO (introduction en bourse) sur le marché mexicain, ce qui ne s'était pas produit depuis la crise de 2008. L'incertitude économique, la faible valorisation des acteurs et la forte volatilité pourrait prolonger l'absence d'entrée en bourse d'entreprises sur plusieurs mois.

Lors d'une réunion avec le Président López Obrador, l'Association des Banques Mexicaines, entité regroupant les 51 plus grandes institutions financières du pays, a annoncé l'octroi de 26 Mds USD de crédits dans les secteurs porteurs de l'économie. Ces nouvelles lignes créditrices seront principalement dirigées vers les secteurs de l'infrastructure, de l'énergie, de l'agriculture, des PME et des grandes entreprises.

Un plan national de crédit destiné aux PME présenté par la Fintech Konfio et l'entreprise Up Si Vale a été annoncé ce jeudi 18 juillet. Ce plan permettra principalement aux sociétés concernées d'obtenir en moins de 48 heures des prêts pouvant aller jusqu'à 260 000 dollars. La réactivité et la facilité d'obtention d'un prêt sont des facteurs déterminants pour 51% des entrepreneurs. Les dirigeants ont par ailleurs mentionné que 52% de la croissance du pays est générée par les petites et moyennes entreprises. En 2018, les PME représentaient 17 % du portefeuille total des banques commerciales en termes de financement des entreprises, tandis que les 82 % restants étaient destinés aux grandes entreprises.

Plus d'un million de travailleurs ont changé de fonds de pension pendant les six premiers mois de l'année 2019, c'est le chiffre le plus important depuis le premier semestre 2008. Cela représente un transfert de 6,9 Mds USD (129,5 Mds MXN), soit 17,5% de plus que pour la même période en 2018. Jorge Sánchez Tello (fondation d'études financières)

explique que cela pourrait être dû aux réactions des agents face à la volatilité et aux incertitudes constatées sur les marchés en cette première année de sextennat.

La directrice générale de la Bourse Institutionnelle de Valeurs (BIVA)¹, Maria Ariza, reconnaît que bien que les opérations de la bourse aient débuté, la BIVA ne sera pas rentable avant 2022.

Finances publiques

La dette externe du Mexique a atteint un nouveau record. Celle-ci a augmenté de 9,52 Mds USD au premier trimestre 2019 pour atteindre 456,25 Mds USD d'après les chiffres de Banxico. Selon Diego Colman analyste pour DailyFx, bien que le pays soit confronté à de nombreux risques, la dette mexicaine reste attractive.

Le ministère des finances mexicains a restructuré sa dette pour mieux échelonner ses paiements. *Via* une opération de 3,56 Mds USD qui ne générera pas de nouvel endettement, le ministère des finances a pu diminuer ses engagements de paiement pour les 7 prochaines années (réduction de 37% pour 2021).

Le sénat mexicain évalue la possibilité d'étendre les missions de la Banque centrale Mexicaine. Celle-ci aurait comme objectif, en addition à son devoir de stabilité de la monnaie nationale, de promouvoir la croissance économique mexicaine. Le président Lopez Obrador s'est prononcé en faveur de ce nouveau mandat. Certains économistes doutent de la faculté de Banxico de conjuguer ses deux objectifs parfois contradictoires sachant que la Fed a eu de manière ponctuelle des difficultés dans l'accomplissement de ces deux tâches.

Standars and Poors pourrait revoir plus vite que prévu la note de la dette du Mexique et de PEMEX si le pays entre en récession et si les perspectives pour 2020 sont revues à la baisse. L'économie mexicaine s'est contractée de 0,2% au premier trimestre 2019, et les analystes n'excluent pas un risque de récession, bien que le gouvernement le considère comme faible. S&P avait abaissé en mars la note globale du Mexique et de PEMEX (2 entités dont S&P considère les situations comme extrêmement corrélées). Bien que la note de la dette de PEMEX en monnaie étrangère soit toujours BBB+, S&P annonce qu'il y a une chance sur trois que cette note soit revue à la baisse dans les 18 prochains mois.

Selon le Centre Économique d'Études du Secteur Privé (CEESP), le plan PEMEX améliora la situation à court terme, mais est insuffisant à moyen long terme, et pourrait dégrader les finances publiques. L'objectif de réduction des dépenses publiques 22,2% du PIB en 2020 sera plus compliqué à atteindre. Le CEESP souligne notamment l'insuffisance de l'ouverture au secteur privé.

Entreprises et grands contrats

L'Etat lance un appel d'offres public pour la rénovation du terminal 2 de l'aéroport international de Mexico pour un montant de 39M USD. Ce projet, qui est sur le point d'être publié et dont la construction devrait être réalisée en 8 mois maximum permettra un meilleur accueil des passagers tout en minimisant les coûts d'entretiens sur le long terme. L'aéroport international est déclaré en état de saturation depuis 2014 et cristallise les divergences politiques quant à sa rénovation.

Selon *El Economista*, les prévisions de production des six prochaines années ne permettront pas à PEMEX de posséder assez de pétrole brut pour remplir ses objectifs d'exportation et de raffinage. Il manquera en moyenne sur les 6 ans du programme 52 000 barils par jour, soit 5% de ses objectifs de raffinage, ce qui engendrerait des importations pourtant critiquées par le président AMLO. PEMEX prévoit une augmentation de 43% de l'activité de ses raffineries sur les 6 prochaines années notamment grâce à la mise en service de la raffinerie de Dos Bocas.

PEMEX souhaite augmenter sa production de gaz naturel. Le plan d'affaire 2019-2023 de PEMEX annonce trois projets de grande envergure d'extraction de gaz naturel, qui seraient réalisés *via* des partenariats publics-privés (contrats CSIEE) sur trois sites Lakach, Comitas et Cuitláhac.

Les obligations de long-terme émises sur le marché par l'entreprise PEMEX ont perdu de la valeur depuis l'annonce du nouveau plan le 16 juillet dernier. Les cotations des obligations arrivant à échéance en 2027, 2029 et 2046 ont perdu respectivement 0,31%, 2,25% et 2,98%.

Les ventes de diesel réalisées par les entreprises pétrolières privées étrangères ont augmenté de 194% g.a. en 2018 pour atteindre 16% de la demande nationale. Pour rappel, l'ouverture du marché domestique aux entreprises privées étrangères a été effective en 2017.

¹ La BIVA est une bourse créée en juillet 2018 afin de mettre fin au monopole de la Bourse Mexicaine de Valeurs

Le groupe espagnol Santander va porter à 100% sa participation au capital de sa filiale mexicaine (actuellement 75%), en rachetant les parts des actionnaires minoritaires. La Présidente du groupe Santander, Anne Botin, a expliqué que l'économie mexicaine offrait une très bonne rentabilité et un secteur bancaire avec un fort potentiel. Santander Mexico est la troisième banque en termes de volume de crédit et de dépôt de clients, et la deuxième pour le crédit aux entreprises.

Cemex révèle des résultats en baisse pour le second trimestre 2019, avec une baisse en ventes et en flux de 5,4% et de 5,6% respectivement selon les estimations de Fernando Bolaños (analyste à Monex). Il prévoit une baisse de l'EBITDA de Cemex de 12,1% en dollar pour ses opérations au Mexique et 6,3% pour ses opérations en Europe.

La capitalisation boursière des entreprises mexicaines a baissé de 5% en six jours. Mardi 23 juillet la bourse mexicaine a fermé en baisse (à 41 210 points soit -0,66% g.j) pour la sixième fois consécutive. La capitalisation des 35 entreprises qui constituent l'IPC atteint donc 334 Mds USD (6390 Mds MXN).

L'Union Européenne prévoit d'importants investissements aéronautiques à Mexico. Un accord de travail a été signé entre Agence Européenne de Sécurité Aérienne et la Direction Générale de l'Aviation civile mexicaine dont l'objectif est de renforcer la sécurité aérienne du Mexique, capitale pour l'industrie aérospatiale.

Indicateur	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	Niveau du 24/07/2019
Bourse (IPC)	-3,2%	-17,5%	41 167 points
Taux de change USD/Peso	+0,05%	+1,6%	19,07 USD/MXN
Taux de change Euro/Peso	-0,7%	-3,2%	21,24 EUR/MXN
Prix du baril de pétrole mexicain	-3,8%	-13,45%	57,13 USD

AMERIQUE CENTRALE

2017 – PIB : 262,1 Mds USD | Pop : 47 M hbts

Le Royaume-Uni et l'Amérique centrale ont signé ce 18 juillet un accord de libre-échange dans la lignée de l'Accord d'association UE-Amérique centrale en vigueur depuis 2013. Cet accord garantira, une fois le Royaume-Uni sorti de l'Union européenne dans le cadre du Brexit, la continuité des échanges entre les entreprises britanniques et celles des pays centraméricains, notamment en ce qui concerne les biens industriels ainsi que les produits agricoles, alimentaires et de la pêche. Les consommateurs du Royaume-Uni continueront de bénéficier de prix avantageux sur un certain nombre de produits importés d'Amérique centrale, tels que les crevettes, le café, les fruits, les légumes, ou encore le sucre. Les consommateurs centraméricains continueront quant à eux de bénéficier de droits de douane préférentiels sur des produits tels que les boissons alcoolisées, les médicaments, les machines industrielles et les voitures fabriquées au Royaume-Uni. En 2018, les échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et les pays d'Amérique centrale (le Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua, le Panama et le Salvador) ont atteint près de 1,3 Md USD.

D'après une étude préparée par l'Institut centraméricain d'études fiscales (Icefi), tous les pays de la région, à l'exception du Honduras, sont sujets à une baisse de leurs ressources fiscales. Des crises politiques et une plus faible croissance économique ont notamment affecté la perception de l'impôt au premier semestre. Selon les prévisions de l'Institut, certains pays n'atteindront pas leurs objectifs : manque à gagner de 31 M USD au Nicaragua et de 431 M USD au Panama, ce qui représente respectivement 0,3% et 0,6% de leur PIB.

Costa Rica

2017 – PIB : 58 Mds USD | Pop : 4,9 M hbts

La Banque Centrale du Costa Rica prévoit une croissance du PIB de 2,22% pour 2019 soit la plus faible croissance économique depuis 2009. Pour rappel, celle-ci était de 2,6% en 2018. Pour 2020, la projection a également diminué pour passer de 3% à 2,6%. Concernant l'inflation, elle devrait s'établir à 3% en 2019.

L'Assemblée Nationale a approuvé le 22 juillet un projet de loi permettant aux banques étrangères l'ouverture de filiales au Costa Rica. Ce projet fait partie des modifications juridiques nécessaires pour l'entrée du Costa Rica au sein de l'OCDE.

Le Ministère des Finances a présenté mardi 23 juillet le plan de placement de la dette du gouvernement central pour le second semestre de 2019, pour un total de 2,5 M USD (1,4 Md CRC). Sur ce montant, 470 000 USD ont déjà été obtenus, principalement grâce à des instruments à taux fixe de long terme.

Faisant valoir qu'il existait des pressions déflationnistes et que le taux de chômage restait élevé, la Banque centrale a ramené le taux directeur de la politique monétaire de 4,5% à 4%. Il s'agit de la quatrième réduction du taux directeur effectuée par la Banque centrale du Costa Rica (BCCR) depuis le début de l'année, passant de 5,25% à 4%.

Guatemala

2017 – PIB : 75,7 Mds USD | Pop : 16,9 M hbts

La Société financière internationale (IFC) du groupe de la Banque Mondiale octroie un prêt de 225 M USD à la banque Banco Agromercantil (BAM) pour favoriser l'inclusion financière des petites et moyennes entreprises (PME) ainsi que le secteur du logement. Ce financement aidera la BAM à développer un portefeuille de prêts préférentiels pour les PME, lesquelles sont actuellement confrontées à un déficit de financement qui représente environ 20% du PIB du Guatemala et constitue un obstacle à la création d'emplois et à la croissance économique. Le pays présente un déficit de logements estimé à 2,2 millions d'unités. Cela s'explique en partie par la pénurie de prêts immobiliers, qui représentent seulement 1,8% du PIB du Guatemala.

La Cour Constitutionnelle suspend, de façon provisoire, l'ensemble des opérations de la mine de nickel Fénix située à El Estor dans le département d'Izabal tant que le Ministère de l'énergie et des mines (MEM) n'a pas effectué une consultation auprès de la communauté indigène locale. Le MEM avait pourtant octroyé un permis en 2016 à l'entreprise Compañía Guatemalteca de Níquel (CGN) l'autorisant à exploiter le site minier durant 25 ans. CGN a investi plus de 580 M USD depuis 2016 dans ce projet, dont 32 M USD en 2018. Elle aurait payé près de 65,4 M USD d'impôt. D'après CGN, plus de 2000 emplois directs et 1000 indirects seraient menacés. D'après une enquête menée en 2018 par l'Institut Fraser (think tank canadien), le Guatemala figurerait parmi les 10 pays les moins attrayants pour l'investissement minier.

Moody's maintient la note du Guatemala à Ba1 avec perspective stable. Selon l'agence américaine, la notation reflète notamment la résilience du pays face aux chocs internes et externes, mais également sa capacité à maintenir son bas niveau de dette publique (24% du PIB). Moody's n'envisage pas de dégrader la note du pays sur le court et moyen terme. Elle pourrait même l'améliorer si des efforts significatifs en matière de gouvernance et de renforcement des institutions étaient réalisés.

Honduras

2017 – PIB : 22,9 Mds USD | Pop : 9.2 M hbts

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) approuve le déblocage d'une nouvelle tranche d'aide de 311 M USD pour le Honduras suite à des réformes fiscales menées par le pays depuis 2013. D'après le Ministère des Finances, ces réformes auraient permis de faire passer le déficit public de 7% à près de 0% en l'espace de 6 ans. Ces financements contribueront notamment à relancer certains secteurs d'activité qui présentent actuellement quelques difficultés (le café, l'agriculture et la construction).

La Banque Mondiale approuve un prêt de 30 M USD au gouvernement hondurien pour le projet "Integración de la Protección Social", lequel vise à renforcer le système de protection sociale pour les familles honduriennes les plus vulnérables. Ce financement bénéficiera directement à environ 40 000 foyers vivant dans l'extrême pauvreté en milieu urbain et indirectement à plus de 200 000 familles dans les zones rurales.

Selon l'Association nationale des industriels honduriens (ANDI), le Honduras est le deuxième pays producteur et exportateur d'ananas d'Amérique centrale après le Costa Rica. Les ventes de ce fruit, qui progressent en moyenne entre 8% et 10% chaque année, ont généré plus de 32 M USD de recettes d'exportation pour le pays en 2018. Le Honduras dispose de plus de 5 000 hectares consacrés à la production d'ananas dont près de la moitié appartient à la multinationale américaine Dole.

Nicaragua

2017 – PIB : 13,7 Mds USD | Pop : 6,2 M hbts

Selon les dernières estimations de la Fondation nicaraguayenne pour le développement économique et social (Funides), l'économie devrait chuter entre 5,4% et 6,8% g.a. cette année. La projection est basée sur une contraction de 6,6% de la consommation privée, une réduction de 11,7% des dépenses publiques et un investissement privé en capital fixe en baisse de 20%. Enfin, le chômage pourrait passer de 5,5% à 8,5%.

Panama

2017 – PIB : 61,9 Mds USD | Pop : 4 M hbts

Le FMI a revu à la baisse ses estimations quant à la croissance économique de Panama, qui ne devrait atteindre que 5% en 2019, contrairement aux 6% initialement prévus. Malgré cette prévision, Panama reste une des économies les plus dynamiques d'Amérique Latine avec un taux de croissance du PIB en hausse de 3,1% g.t. au premier trimestre 2019 et de 2,4% g.a. au mois de mai.

Selon le nouveau ministre de l'Economie, si des mesures ne sont pas prises avant la fin de l'année quant au déficit, celui-ci devrait atteindre 3,8% du PIB, au-dessus des 2% établis par la Loi de Responsabilité Budgétaire. Alors que l'ancienne administration prévoyait des revenus courants de 9,2 Mds USD, l'actuel gouvernement a revu ce chiffre à la baisse, pour l'établir à 8,4 Mds USD.

L'Autorité du Canal de Panama (ACP), prévoit la construction d'une nouvelle centrale électrique de 400 Mw à partir de 2026 pour un montant de 400 M USD.

Salvador

2017 – PIB : 28 Mds USD | Pop : 6,3 M hbts

De janvier à juin 2019, le Salvador a reçu 2,74 Mds USD de *remesas*, soit 4% de plus qu'au premier semestre 2018. Les envois en provenance des États-Unis se sont élevés à 2,61 Mds USD, en hausse de 3,8% par rapport à l'année précédente tandis que ceux en provenance du Canada ont totalisé 25 M USD, avec un taux de croissance de 6,7%. Enfin, 11,9 M USD ont été reçus d'Italie, soit 6,6% de plus que l'année précédente. Les *remesas* sont envoyées dans le pays par un peu plus de 3 millions de salvadoriens qui vivent à l'étranger, principalement aux États-Unis où on en recense plus de 2,5 millions et représentent environ 16% du PIB du Salvador.

CARAÏBES

2017 – PIB : 147,9 Mds USD | Pop : 27,3 M hbts

Bahamas

2017 – PIB : 11,6 Mds USD | Pop : 395 000 hbts

Le secteur bancaire continue de réduire son activité en 2018 : l'emploi dans le secteur bancaire a baissé de 1,9% sur l'année. Le nombre de banques a également baissé, passant de 242 à 231 en 2018 après la sortie de 6 banques en 2017. En 5 ans, les actifs bancaires ont chuté de près de 10%. La Banque centrale met en avant la pression des exigences en termes de transparence fiscale pour expliquer la dynamique du secteur bancaire.

Haïti

2017 – PIB : 8,6 Mds USD | Pop : 10,9 M hbts

L'inflation continue d'accélérer, à 18,6% g.a. en juin. Elle atteignait 18,0% g.a. en mai et 11,7% g.a. en juin 2018. La quasi-totalité des postes de consommation connaissent une accélération, l'alimentaire (+22,6% g.a.) la santé (+27,7% g.a.) les loisirs (29,6% g.a.) et la restauration (+23,9%) connaissent des croissances plus importantes.

Les recettes douanières ont baissé de 6,5% g.a. entre octobre 2018 et juin 2019 par rapport à la même période de l'année précédente. Elles s'établissent à 310 M USD. Les exportations atteignent, sur la période, 1,7 Md USD (-5,8% g.a.)

Jamaïque

2017 – PIB : 14,4 Mds USD | Pop : 2,9 M hbts

Le chômage poursuit sa baisse en avril dernier, à 7,8 % (105 400 chômeurs), soit une baisse de 2 pdp par rapport à avril 2018. Le chômage des jeunes reste élevé (19,5 %) mais a décliné de 6,4 pdp en 1 an. Le représentant du Fonds Monétaire International en Jamaïque a décrit la baisse du taux de chômage comme étant un « grande avancée », commentant qu'une baisse aussi importante est rare dans des pays confrontés aux contraintes économiques de la Jamaïque.

L'indice des prix à la consommation a décliné de 0,1 % entre mai et juin. L'inflation en glissement annuel atteint 1,4 %. La baisse des prix est notamment liée à une baisse de la composante logement/eau/électricité et gaz (-1,2 % g.m.) en raison d'une baisse des prix de l'électricité.

Les exportations jamaïcaines ont diminué sur le premier trimestre 2019 de 2,1% en glissement annuel pour s'établir à 558 M USD. Les importations ont quant à elles augmenté de 8,8% sur la même période à 2,2 Mds USD.

République dominicaine

2017 – PIB : 75 Mds USD | Pop : 10,8 M hbts

Le Président de la République Danilo Medina a reçu le Président de la banque Scotiabank, Brian Porter, le 23 juillet dernier. B. Porter a mis en avant que l'économie dominicaine est en croissance et pleine d'opportunités pour le secteur bancaire. Scotiabank a acquis Banco del Progreso (330 M USD) dans le cadre de sa stratégie de recentrage des activités de Scotiabank dans les Caraïbes. Cette stratégie a permis une augmentation de 10 % de sa part de marché dans le pays.

L'indice d'activité manufacturière perd 5,3 pdp entre mai et juin, à 53,0 % en juin. Il reste toutefois au-dessus de la barre des 50 points, indiquant une expansion de l'activité manufacturière. Les deux composantes ayant connu les plus fortes baisses sont les volumes de ventes et les volumes de production.

Les exportations ont crû de 1,7 % g.a. au S1 2019, à 5,5 Mds USD. Les prévisions pour 2019 atteignent 11,87 Mds USD. 51 % des exportations ont été à destination des États-Unis, 8,6 % vers Haïti, 6,5 % vers l'Inde.

Le Mexique a été le 1^{er} émetteur d'IDE en République dominicaine au S1, à 30 %. Le Mexique est suivi des États-Unis (26,6 %), l'Espagne (19,2 %) et le Brésil (4,9 %).

Clause de non-responsabilité - Le Service Economique Régional de Mexico s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.